

Protection civile La direction générale s'ouvre au public



La cérémonie d'ouverture avec le ministre Guy Bertrand Mapangou entouré des délégués Dr Youssouf Sidibe Nzengué-A-Kassa (d) et Guy Maixent Mamiaka.



La Croix-Rouge gabonaise a déployé tout son dispositif de gestion des catastrophes.



Habités des interventions rapides, les éléments des Sapeurs-pompiers, eux aussi, ont présenté leur matériel.

F.S.L.
Libreville/Gabon

La journée "portes ouvertes", hier à son siège à Batterie IV, a été l'occasion pour les autorités et les visiteurs de prendre connaissance des missions dévolues à cette administration placée sous la tutelle du ministère de l'Intérieur, de la Sécurité publique, de l'Immigration et de la Décentralisation.

LA Direction générale de la protection civile (DGPC), bras séculier de l'État dans la mise en œuvre de sa politique en matière de protection civile, a pour mission, notamment, de veiller au bien-être des personnes et des biens face aux catastrophes naturelles ou celles d'origine anthropique (dues à l'Homme). La DGPC travaille sur deux axes principaux, consistant à prévenir en réduisant les risques de catastrophes et à les gérer lorsqu'elles surviennent. Mal connue du public, sans doute parce qu'elle est implantée dans un quartier de la capitale très peu fréquenté (Batterie IV) par le Gabonais lambda, la DGPC a saisi l'opportunité de l'organisation, hier dans ses locaux, d'une journée "portes ouvertes" pour édifier les autorités et les visiteurs sur

ses missions. Au cours de la cérémonie officielle y relative, on pouvait noter la présence du ministre de l'Intérieur, Guy-Bertrand Mapangou, et de son délégué Guy Maixent Mamiaka, du ministre délégué à la Santé, Dr Youssouf Sidibe Nzengué-A-Kassa, du gouverneur de l'Estuaire, Jacques Denis Tsanga, du directeur général de la Protection civile, Matoumba Diyabi, et de plusieurs autres personnalités.

Les stands d'exposition érigés dans l'enceinte de cet organisme ont présenté d'autres entités œuvrant dans la prévention et la gestion des catastrophes. Il s'agit, par exemple, de la Croix-Rouge gabonaise, du Service mobile d'urgence et de réanimation des armées (Smura), de la Sécurité civile Gabon et des Sapeurs pompiers.

« Le Smura est le dernier-né du service de santé militaire. Il existe depuis trois mois. C'est un outil qui est à la disposition des populations, et qui répond au numéro 1450. Sur nos stands, nous avons le dépouillement de toute une ambulance médicalisée avec son matériel d'immobilisation, de prise en charge et de surveillance des patients : respirateurs, scopes multiparamétriques, défibrillateurs semi-automatiques, matelas coquilles pour immobiliser les patients victimes de trau-



Le stand du Smura, nouvelle entité sous la tutelle du service de santé militaire.

matismes cervicaux, et des différents matériels pour stabiliser les patients en cas de fracture», a expliqué Emery Sougou, médecin-chef du Smura.

Du côté de la Croix-Rouge, tout le dispositif de prise en charge et de gestion des catastrophes (ambulances et équipes de secouristes) était présent.

Pour sa part, Antoine Mvie Gosso, administrateur-directeur général de la Sécurité civile Gabon, a présenté l'ensemble des produits qu'offre l'entreprise qu'il dirige dans la prévention et la gestion des risques et catas-

trophes : extincteurs, couverture anti-feu, détecteurs de fumée, etc.

Notons que dans le cadre de cette journée "portes ouvertes", une conférence-débat était également prévue. Elle portait sur le thème : "La protection civile et la réduction des risques de catastrophes dans le cadre du développement durable".

Dans ce même ordre d'idées, des exercices de simulation par les éléments du service de Santé militaire, des Sapeurs pompiers et de la Croix-Rouge figuraient également au menu de cette manifestation.

Front social/Université des sciences et techniques de Masuku (USTM)

Le non-paiement de la prime de rendement à l'origine



Les responsables de l'USTM s'expliquant sur les raisons du blocage.



Les employés de l'USTM ont érigé un piquet de grève dans l'enceinte de l'établissement.



J. M.
Franceville/Gabon

Le syndicat des agents techniques et ouvriers des universités gabonaises (Satoug), antenne USTM ont suspendu toute activité et érigé des barricades à l'entrée de l'établissement, pour empêcher l'accès aux véhicules.

L'UNIVERSITÉ des sciences et techniques de Masuku (USTM) a vu son entrée principale barricadée, hier, par l'ensemble des agents techniques et ouvriers - une centaine environ - regroupés au sein du Syndicat des agents techniques et ouvriers des universités gabonaises (Satoug), antenne USTM. A l'origine, la non satisfaction de la prime de rendement à 300.000 francs à tous les agents de la main d'œuvre non permanente, portée à la connaissance de la hiérarchie depuis le 14 juin 2012. Cette question avait



L'entrée a été barricadée par les manifestants, empêchant tout accès aux véhicules.

même été au centre des discussions lors des assemblées générales des 27 avril et 21 mai 2015, à l'issue desquelles le Satoug avait décidé de la non-participation des agents à la Fête du travail, du 1er mai dernier. Ce qui avait d'ailleurs poussé l'administration à ranger dans les tiroirs, tee-shirts et autres pagnes achetés pour la circonstance. Le débrayage d'hier fait suite à l'expi-

ration d'un préavis de 10 jours déposé depuis le 26 mai dernier. Recteur de l'institution, le Dr Isaac Mouaragadja reconnaît que tout est parti de 2010, parce que les primes allouées aux agents à cette époque-là ne figuraient pas dans la loi de finances. En décembre dernier, la hiérarchie a décidé d'annuler ces primes pour laisser la place à la Prime d'incitation à la performance (PIP). Mais, depuis, rien

n'a été payé dans ce cadre-là. Les agents disent même être très informés de ce qu'à l'Université Omar Bongo (UOB), il existerait une ligne budgétaire pour payer la prime de rendement. Sachant que l'USTM bénéficie, elle aussi, d'une autonomie financière, la question, selon les manifestants, ne devrait plus se poser. Malheureusement, pour le recteur Isaac Mouaragadja, les budgets reçus pour 2015 semblent dérisoires. Il faut donc attendre les résultats du travail fait par le gouvernement de façon générale. Mais cette proposition a été rejetée en bloc par les grévistes qui ont décidé de camper sur leur position, à savoir, de manifester aussi longtemps qu'ils n'auront pas perçu ce qu'ils attendent. C'est, en tout cas, ce qu'a déclaré le secrétaire général du Satoug, Pierre Mbigou, au sortir d'une assemblée générale explicative avec les membres de son organisation. Cependant, à l'USTM, le souhait de tous est de voir les décideurs faire diligence dans le traitement de ce dossier, pour éviter de perturber l'année académique en cours dans cet établissement d'enseignement supérieur.